
Les stratégies des acteurs maritimes chinois en mer de Chine du Sud

Un plan concerté sous la présidence de Xi Jinping ?

Shinji Yamaguchi

Traducteur : Eric Florence et Sébastien Colin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7421>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2016

Pagination : 23-32

ISBN : 979-10-91019-20-0

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Shinji Yamaguchi, « Les stratégies des acteurs maritimes chinois en mer de Chine du Sud », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2016/3 | 2016, mis en ligne le 15 septembre 2017, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7421>

Les stratégies des acteurs maritimes chinois en mer de Chine du Sud

Un plan concerté sous la présidence de Xi Jinping ?

SHINJI YAMAGUCHI

RÉSUMÉ : Cet article a pour ambition de présenter la coordination des différents acteurs maritimes chinois en mer de Chine du Sud. Depuis environ 2009, la Chine a intensifié ses revendications territoriales maritimes dans cet espace et a pris des mesures coercitives, au rang desquelles figurent le harcèlement des navires étrangers et l'usage d'outils administratifs dans le but d'étendre son contrôle effectif sur des îles contestées. Une question importante qui se pose est de savoir si la tactique chinoise repose sur un plan concerté ou bien si elle est la conséquence involontaire de la concurrence entre les divers acteurs concernés et de la défense de leurs intérêts particuliers. Cet article montre premièrement qu'il y a de plus en plus de coordination organisationnelle entre ces acteurs, deuxièmement que l'Armée populaire de libération (APL) a un rôle de premier plan dans la conduite des opérations, et enfin qu'il semble s'agir d'une tendance à long terme. L'article conclut que les aspirations à long terme convergent désormais au sein de plans plus concrets sous la présidence de Xi Jinping.

MOTS-CLÉS : Chine, Xi Jinping, mer de Chine du Sud, revendication territoriale, conflit maritime, forage pétrolier, APL, Milice maritime.

Introduction⁽¹⁾

Depuis la fin des années 2000, la Chine multiplie ses revendications territoriales maritimes tout en essayant de dissuader les autres États de réitérer leurs revendications à son détriment. Elle emploie pour ce faire un large éventail de tactiques d'ordre diplomatique, administratif, économique et militaire afin d'étendre son contrôle effectif sur des territoires contestés⁽²⁾.

Cette stratégie chinoise repose-t-elle sur un plan concerté ou bien est-elle la conséquence involontaire de la concurrence entre les divers acteurs concernés cherchant à défendre leurs intérêts particuliers ? Les acteurs maritimes chinois entrent-ils en concurrence les uns avec les autres au point d'interférer avec la stratégie nationale de la Chine ? Ou bien ces acteurs travaillent-ils de concert en suivant les directives politiques générales du PCC ? Et quel rôle joue l'Armée populaire de libération (APL) en mer de Chine du Sud ? Voici les questions auxquelles cet article tentera de répondre.

Il y a deux opinions divergentes sur ces questions. Dans un de ses récents articles publié en 2014, Linda Jakobson défend l'idée selon laquelle les actions de la Chine dans le domaine maritime ont lieu de manière non systématique et organique plutôt qu'elles ne sont intégrées dans une stratégie globale. Divers acteurs collaborent lorsque cela sert les intérêts des deux parties et « rien ne permet d'affirmer qu'il existe un grand plan centralisé approuvé par le gouvernement qui mandaterait différents acteurs dans le but de contraindre d'une manière prédéterminée d'autres prétendants aux territoires contestés »⁽³⁾. En revanche, Bonnie Glaser affirme que les divers acteurs maritimes chinois collaborent de plus en plus et sont pilotés par des décideurs politiques expérimentés dans le cadre d'une stratégie plus

globale ayant pour objectif de protéger la souveraineté et les droits maritimes de la Chine⁽⁴⁾.

Dans cet article, il s'agira de montrer que, bien qu'il y ait eu des problèmes de coordination sous le mandat de Hu Jintao, comme le montrent bien les travaux de Jakobson, il y a de plus en plus de coordination entre les acteurs maritimes, en particulier sous la présidence de Xi Jinping. Bien sûr, cela ne signifie pas que Xi Jinping soit parvenu à régler tous les problèmes inhérents au sys-

1. Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la politique de l'Institut national pour les études sur la défense (NIDS : National Institute for Defense Studies), du ministère japonais de la Défense ou du gouvernement japonais.
2. M. Taylor Fravel, « China's Strategy in the South China Sea », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 33, n° 3, 2011, p. 292-319 ; M. Taylor Fravel, « Maritime Security in the South China Sea and Competition over Maritime Rights », in Patrick M. Cronin, Robert D. Kaplan et Will Rogers (éds.), *Cooperation from Strength: The United States, China and the South China Sea*, Washington D.C., Center for New American Security, 9 janvier 2012, www.cnas.org/publications/reports/cooperation-from-strength-the-united-states-china-and-the-south-china-sea#.V7KDMd8OUc (consulté le 16 août 2016).
3. Linda Jakobson, « China's Unpredictable Maritime Security Actors », Sydney, Lowy Institute for International Policy, décembre 2014, www.lowyinstitute.org/files/chinas-unpredictable-maritime-security-actors_3.pdf (consulté le 16 août 2016). Dans le même ordre d'idées, voir Lyle Goldstein, « Five Dragons Stirring Up the Sea: Challenge and Opportunity in China's Improving Maritime Enforcement Capabilities », *China Maritime Study*, n° 5, avril 2010, https://www.usnwc.edu/Research-Gaming/China-Maritime-Studies-Institute/Publications/documents/CMSI_No5_web1.pdf (consulté le 16 août 2016) ; International Crisis Group, « Stirring Up the South China Sea (I) », *Asia Report*, n° 223, 23 avril 2012, <https://www.crisisgroup.org/asia/south-east-asia/south-china-sea/stirring-south-china-sea-i> (consulté le 16 août 2016).
4. Bonnie Glaser, « China's Maritime Actors: Coordinated and Directed from the Top », *AMTI Brief*, Asia Maritime Transparency Initiative, 14 janvier 2015, <http://amti.csis.org/chinas-maritime-actors-coordinated-and-directed-from-the-top> (consulté le 15 février 2016). Dans le même ordre d'idées, voir Phillip C. Saunders, « China's Juggling Act: Balancing Stability and Territorial Claims », *CSIS Pac Net*, n° 33, 29 avril 2014, https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/publication/Pac1433.pdf (consulté le 16 août 2016) ; Patrick M. Cronin et al., « Tailored Coercion: Competition and Risk in Maritime Asia », Washington D.C., Center for a New American Security, mars 2014, www.cnas.org/sites/default/files/publications-pdf/CNAS_TailoredCoercion_report.pdf (consulté le 16 août 2016).

tème politique chinois d'un seul coup, mais le développement de la coordination est une tendance importante qui mérite qu'on s'y intéresse de plus près.

Il faut replacer ces questions dans un débat plus vaste sur le système politique chinois. Depuis les années 1990, on parle souvent du système politique chinois comme d'un « autoritarisme fragmenté » où l'autorité au sommet du système politique chinois est centralisée mais dans lequel les niveaux inférieurs sont fragmentés et disjointes⁽⁵⁾.

Il existe un large consensus parmi les universitaires sur la nature complexe du système politique chinois mais parfois les chercheurs divergent sur les aspects qu'ils mettent en exergue.

La première école insiste sur la fragmentation. Puisque le système est fragmenté, il sera difficile pour le pouvoir central de contrôler toutes les actions des agences. Par conséquent, la coordination entre les agences chinoises a tendance à être mauvaise⁽⁶⁾. La deuxième école insiste sur l'idée selon laquelle malgré le fait que la Chine semble se déprendre de son histoire maoïste, le « centralisme démocratique », un principe organisationnel du Parti communiste chinois (PCC), n'a pas fondamentalement changé et que, par conséquent, la Chine conserve une certaine cohérence sur d'importantes questions politiques⁽⁷⁾. Cet article tentera d'éclairer ce débat.

Ici nous sommes face à au moins deux problèmes analytiques : le manque d'information et la nature complexe de la stratégie chinoise. Il n'est pas facile de connaître la conséquence d'une mauvaise coordination ou d'observer la relation causale entre une mauvaise coordination et un comportement particulier.

De plus, la stratégie chinoise a tendance à être exprimée en termes vagues et contient parfois des éléments contradictoires, ce qui rend très difficile d'obtenir l'information qui permettrait de vérifier quelle action d'une agence s'éloignerait véritablement de la politique nationale et laquelle ne s'en éloignerait pas.

Il n'y a pas de solution facile permettant de surmonter ces problèmes analytiques. Cet article insiste sur la consolidation du pouvoir de Xi Jinping et sur des réformes institutionnelles qui impliquent une meilleure coordination, ainsi que sur le comportement réel des acteurs maritimes qui témoigne de l'existence d'une entente entre eux. Chaque type de preuve est partiel, mais si on les considère ensemble ces preuves suggèrent de manière assez convaincante qu'une meilleure coordination entre les acteurs maritimes se développe.

La première partie de cet article présente les principaux acteurs impliqués en Chine dans les affaires maritimes, incluant l'Administration océanique d'État (SOA : *State Oceanic Administration*), la garde-côtière, les gouvernements locaux, la Société nationale de pétrole offshore (CNOOC : *China National Offshore Oil Corporation*), la milice maritime (*haishang minbing* 海上民兵) et la marine de l'APL (PLAN : *People's Liberation Army Navy*). Ces acteurs ont leurs propres histoire, intérêts et caractéristiques institutionnelles. La deuxième partie analyse les efforts qui ont été effectués pour améliorer la coordination depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, lesquels efforts sont visibles dans la consolidation de son pouvoir, le lancement de vastes réformes institutionnelles et les relations entre les acteurs. Les deux dernières sections présentent deux études de cas détaillées : l'incident de la plate-forme pétrolière qui a eu lieu en 2014 près des îles Paracels, et les travaux de remblaiement que la Chine mène actuellement dans les îles Spratleys.

Les principaux acteurs maritimes de la Chine

Le système politique de la Chine a de nombreuses organisations liées au domaine maritime. Chacune d'elles dépendant d'une administration diffé-

rente, la coordination de leurs actions est parfois médiocre, essentiellement du fait du manque de coopération entre les administrations de tutelle.

Les agences d'application de la loi maritime

Avant 2013, il y avait cinq agences d'application de la loi maritime civile qui dépendaient chacune d'une administration différente : la Surveillance Maritime (CMS : *China Marine Surveillance* ou *China Maritime Surveillance*) (*Zhongguo haijian* 中国海监) sous la tutelle de l'Administration océanique d'État (SOA) (*Guojia haiyangju* 国家海洋局) elle-même dépendante du ministère de la Terres et des Ressources ; les forces d'application de la loi de la pêche (FLEC : *Fishery Law Enforcement Command*) (*Zhongguo yuzheng* 中国渔政) administrées par le ministère de l'Agriculture ; la police maritime ou garde-côtière (*Zhongguo haijing* 中国海警) contrôlée par le Département de surveillance des frontières du ministère de la Sécurité publique ; l'Administration de la sûreté maritime (MSA : *Maritime Safety Administration*) (*haishiju* 海事局) du ministère des Transports ; et enfin les forces maritimes anti-contrebandes de l'Administration générale des douanes (*haiguan zongshu* 海关总署). Parmi tous ces acteurs, la CMS et les FLEC ont été particulièrement actifs dans les activités d'application de la loi maritime chinoise, demeurant ainsi à l'avant-garde des revendications de souveraineté de la Chine dans les mers de Chine.

Les gouvernements locaux

Les gouvernements locaux, qu'ils soient d'un échelon provincial ou préfectoral, sont d'importants exécutants des politiques et stratégies nationales mises en place à destination de la mer de Chine du Sud. Les gouvernements provinciaux de Hainan, du Guangdong et du Guangxi ont ainsi des responsabilités en matière d'administration et d'exploitation économique de cet espace maritime. Parmi eux, la province de Hainan a plus particulièrement la charge d'administrer les espaces insulaires et maritimes qui y sont occupés et revendiqués. Ses principales responsabilités consistent à faire appliquer les lois, à construire des infrastructures, à gérer la logistique ou encore à organiser la milice maritime.

En 2012, le gouvernement central a créé la municipalité de Sansha (*Sansha shi* 三沙市), une municipalité de niveau préfectoral administrativement dépendante de la province de Hainan. Située sur l'île Woody, plus grande île des Paracels, elle a pour principale mission d'administrer toutes les formations insulaires de la mer de Chine du Sud. Cette création est le signe d'une

5. Kenneth G. Lieberthal et Michel Oksenberg, *Policy Making in China: Leaders, Structures, and Processes*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1988 ; Kenneth G. Lieberthal, « Introduction: The "Fragmented Authoritarianism" Model and Its Limitations », in Kenneth G. Lieberthal et David M. Lampton, (éds.), *Bureaucracy, Politics, and Decision Making in Post-Mao China*, Berkeley et Los Angeles, CA, University of California Press, 1992, p. 1-30.

6. Linda Jakobson et Dean Knox, « New Foreign Policy Actors in China », *SIPRI Policy Paper*, n° 26, 2010, <http://books.sipri.org/files/PP/SIPRI26.pdf> (consulté le 16 août 2016) ; Linda Jakobson, « Domestic Actors and the Fragmentation of China's Foreign Policy », in Robert S. Ross et Jo Inge Bekkevold (éds.), *China in the Era of Xi Jinping: Domestic and Foreign Policy Challenges*, Washington, D.C., Georgetown University Press, 2016, p. 137-164. Pour le décalage entre le civil et le militaire, voir Andrew Scobell, « Is There a Civil-Military Gap in China's Peaceful Rise? », *Parameters*, été 2009, p. 4-22, <http://strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/parameters/Articles/09summer/scobell.pdf> (consulté le 16 août 2016).

7. M. Taylor Fravel, « The PLA and National Security Decision-making: Insights from China's Territorial and Maritime Disputes », in Phillip C. Saunders et Andrew Scobell (éds.), *PLA Influence on China's National Security Policymaking*, Stanford, CA, Stanford University Press, 2015, p. 249-273 ; Harry Harding, *Organizing China*, Stanford, CA, Stanford University Press, 1981 ; Jean-Pierre Cabestan, « China's Foreign and Security Policy Decision-Making under Hu Jintao », *Journal of Current Chinese Affairs*, n° 2009/3, p. 63-97, <http://journals.sub.uni-hamburg.de/giga/jcca/article/view/61/61> (consulté le 16 août 2016).

intention plus forte des autorités chinoises de renforcer le contrôle effectif sur les îles et les hauts-fonds contestés qu'elles occupent. Cette question sera examinée plus loin dans l'article.

Les milices maritimes

En Chine, les milices sont sous le double commandement du Conseil des affaires d'État et de la Commission militaire centrale. Dans les zones côtières, les gouvernements locaux et les militaires ont mis en place une milice maritime. Cette dernière est une force à double casquette de navires de pêche spécialement enregistrés avec des équipages de pêcheurs-soldats⁽⁸⁾. Le département de mobilisation du service de l'État-major de l'APL supervise les missions de la milice nationale et formule des règlements. Au niveau des districts militaires d'échelons provincial et de sous-district, les milices sont organisées et formées par les départements des forces armées des gouvernements locaux. Le Comité national de mobilisation de la défense coordonne les gouvernements locaux et les militaires. La mission des milices maritimes est d'apporter un appui logistique à l'armée, d'effectuer des opérations de reconnaissance, voire de participer au combat.

La China National Offshore Oil Corporation (CNOOC)

La CNOOC, l'une des 116 entreprises d'État contrôlées par la Surveillance des actifs d'État et la Commission d'administration du Conseil des affaires d'État, a été constituée le 15 février 1982. Elle est responsable de l'exploration et du développement des ressources pétrolières et gazières offshore chinoises. Les cadres supérieurs de la CNOOC sont nommés par le PCC, de sorte que le Parti maintient un contrôle serré sur l'entreprise⁽⁹⁾.

La CNOOC a longtemps eu l'ambition de développer les activités d'exploration pétrolière en mer de Chine du Sud. Elle a mis en place pour ce faire le programme du « second bond en avant » pour le développement de l'industrie pétrolière maritime⁽¹⁰⁾. En 2011, la cellule du Parti de l'entreprise (*dangzu* 党组), qui est de facto l'organe de décision suprême, a promulgué les "orientations pour le programme du second bond en avant (2011-2030)", parmi lesquelles figurent les principales mesures pour développer l'entreprise. Selon ce programme, la première étape (2011-2020) vise à faire de la CNOOC une société d'énergie internationale de premier ordre, tandis que la deuxième étape (2021-2030) cherche à en faire une société internationale globale dotée d'un soft power. Dans ce contexte, la CNOOC a pour objectif d'accroître sa production en mer avec un accent particulier sur les eaux profondes de la mer de Chine du Sud. Les progrès technologiques ont renforcé les capacités de la CNOOC à exploiter les ressources offshore. La compagnie a ainsi investi d'importantes sommes d'argent dans la construction de ses propres capacités de forage en eau profonde. Sa dernière plate-forme, nommée HYSY981, peut par exemple opérer dans des profondeurs allant jusqu'à 3 000 mètres. Ce projet a débuté en 2006 dans le cadre du programme 863 (plan de développement d'État de la haute technologie). Cette plate-forme a des fonctions multiples, comprenant l'exploration, le forage et la réparation des puits, et est équipée du système de positionnement dynamique DP-3 ainsi que d'un système de navigation par satellite⁽¹¹⁾.

La marine de l'Armée populaire de libération (PLAN)

La situation en mer de Chine du Sud n'est pas encore complètement militarisée, étant donné que la marine de l'APL n'est pas engagée dans une

confrontation directe avec les autres forces navales, mais elle y a soutenu de diverses manières les activités d'autres organismes. Comme l'a noté le Livre blanc sur la défense de la Chine de 2012, « la marine de l'Armée populaire de libération fournit un soutien en matière de sécurité pour l'application du droit maritime, la pêche et l'exploitation pétrolière et gazière de la Chine. Elle a mis en place des mécanismes de coordination et de coopération avec la CMS et les FLEC, ainsi qu'un mécanisme de défense conjointe »⁽¹²⁾.

Selon Christopher D. Yung, la marine a formé un « lobby naval » favorable à une politique maritime plus proactive et est souvent très efficace dans la construction de coalitions. Acteur bureaucratique efficace, la marine possède une influence importante, si ce n'est décisive, sur l'élaboration des politiques nationales⁽¹³⁾.

D'après un rapport de l'Institut national d'études de la défense japonais de 2012, l'armée est particulièrement proactive en ce qui concerne l'élaboration de la législation maritime. Ce rapport montre entre autres que depuis environ 2000 les délégués de l'APL au sein de l'Assemblée nationale populaire ont régulièrement appelé à la mise en place de politiques prioritaires à destination des espaces maritimes, en soumettant notamment des propositions et des suggestions⁽¹⁴⁾.

La coopération entre les acteurs maritimes

Le rôle de Xi Jinping

La consolidation du pouvoir de Xi Jinping à la tête de la Chine a contribué à améliorer la coordination dans les prises de décision relatives aux questions maritimes. Après que Xi Jinping ait pris ses fonctions en 2012, il a rapidement consolidé son pouvoir grâce à une vaste campagne anti-corruption, établissant sans doute par ce biais l'autorité la plus forte depuis Mao Zedong⁽¹⁵⁾.

Dans le système politique de la Chine, le chef suprême a un rôle prépondérant dans les processus de prise de décision de politique étrangère et de sécurité en raison du principe « trois-en-un »⁽¹⁶⁾. Depuis 1989, le secrétaire général du PCC occupe également les postes de président de la Commission militaire centrale et de président de la République populaire.

8. Andrew S. Erickson et Conor M. Kennedy, « China's Island Builders: The People's War at Sea », *Foreign Affairs Snapshot*, 9 avril 2015, <https://www.foreignaffairs.com/articles/east-asia/2015-04-09/china-s-island-builders> (consulté le 10 février 2016).
9. Duanjie Chen, « China's State-Owned Enterprises: How Much Do We Know? From CNOOC to Its Siblings », *The School of Public Policy Research Papers*, vol. 6, n° 19, juin 2013, www.eisource-book.org/cms/July%202013/China,%20CNOOC%20&%20other%20State-owned%20Firms,%20How%20Much%20Do%20We%20Know.pdf (consulté le 16 août 2016).
10. Pour plus de détails sur ce programme, voir Wang Yilin, « Tuijin erci kuayue shixian kexue fazhan » (Promouvoir le second grand bond en avant afin d'accomplir le développement scientifique), *Qiushi* (Recherche de la vérité), n° 9, mai 2012.
11. « Daisuishin kaiatsu ni idomu Chugoku » (La Chine cherche des offres pour l'exploration en eaux profondes), *Japan Petroleum Energy Center Report*, 11 décembre, 2013.
12. Information Office of the State Council, « The Diversified Employment of China's Armed Forces », 16 avril 2013, www.nti.org/media/pdfs/China_Defense_White_Paper_2013.pdf (consulté le 16 août 2016).
13. Christopher D. Yung, « The PLA Navy Lobby and Its Influence over China's Maritime Sovereignty Policies », in Phillip C. Saunders et Andrew Scobell (éds.), *op. cit.*, p. 274-299.
14. The National Institute for Defense Studies, *NIDS China Security Report 2012*, Tokyo, The National Institute for Defense Studies, 2012, p. 42-45, www.nids.go.jp/publication/chinareport/pdf/china_report_EN_web_2012_A01.pdf (consulté le 16 août 2016).
15. Bo Zhiyue, « China's Xi Jinping Era Has Begun », *The Diplomat*, 6 octobre 2015, <http://thediplomat.com/2015/10/chinas-xi-jinping-era-has-begun> (consulté le 20 janvier 2016).
16. Jean-Pierre Cabestan, « China's Foreign and Security Policy Decision-Making under Hu Jintao », *art. cit.*

La politique de Xi sur les différends territoriaux dans les mers de Chine et sa priorité d'établir une puissance maritime sont autant de facteurs qui ont facilité la mise en place d'une politique étrangère chinoise devenue plus « ferme » à partir de 2009. Au 18^e Congrès du Parti communiste chinois en Novembre 2012, Hu Jintao a lu le rapport de travail décrivant la direction générale des politiques de la prochaine génération de dirigeants. Xi a participé à la rédaction de ce rapport qui déclarait : « Nous devons améliorer notre capacité d'exploitation des ressources marines, développer l'économie maritime, protéger l'environnement écologique marin, résolument sauvegarder les droits et intérêts maritimes de la Chine, et construire une puissance maritime »⁽¹⁷⁾. Cette déclaration indique clairement l'importance plus grande que le Parti accorde aux questions maritimes. À la 8^e session d'étude du Bureau politique en août 2014, Xi a appelé à des efforts pour apprendre plus et gérer davantage le développement maritime⁽¹⁸⁾.

Les réformes institutionnelles

Comme les différends territoriaux maritimes sont devenus un point important de l'ordre du jour politique, le PCC s'est efforcé d'améliorer la structure de prise de décision et la coopération entre les différents acteurs. Surtout, depuis qu'il est devenu secrétaire général du PCC, Xi Jinping a mis l'accent sur une prise de décision par le haut et sur l'importance du domaine maritime, ce qui a contribué à des prises de décision plus centralisées sur les questions maritimes grâce notamment à la création d'un nouveau groupe dirigeant sur la protection des droits maritimes, la mise en place de la Commission nationale de sécurité, l'approbation de la réforme militaire et de défense, et l'unification des agences d'application de la loi maritime.

Création du groupe dirigeant sur la protection des droits maritimes (*lingdao xiaozu* 领导小组)

Le Bureau politique et le Comité central du PCC possèdent des cellules consultatives appelées « groupes dirigeants »⁽¹⁹⁾. Ces groupes semblent être sous le contrôle direct du Comité central du PCC. Leurs membres sont choisis parmi les sections appropriées du Parti, du gouvernement et de l'APL, en fonction des questions dont le groupe est responsable. Leurs responsabilités concrètes sont de fournir des informations et des recommandations, ainsi que de former, coordonner et superviser les politiques⁽²⁰⁾. Le groupe dirigeant sur la protection des droits maritimes est dirigé par Xi Jinping et a été formé en 2012. Les fonctions du groupe sont d'élaborer des stratégies pour défendre les droits et intérêts maritimes de la Chine, de coordonner les politiques entre les nombreuses entités étatiques en charge des affaires maritimes et de gérer les conflits croissants avec les autres pays relatifs aux territoires maritimes contestés⁽²¹⁾.

Mise en place de la Commission de la sécurité nationale (*Zhongyang guojia anquan weiyuanhui* 中央国家安全委员会)

La Commission nationale de sécurité a été établie lors de la troisième session plénière du 18^e Comité central de novembre 2013. Selon un communiqué publié à l'issue de la session, le but de ce comité est d'améliorer le système de sécurité nationale et la stratégie de protection du pays⁽²²⁾. Le secrétaire général Xi Jinping a déclaré que la Chine devait établir une agence puissante pour consolider et contrôler toutes les activités de sécurité nationale dans les « environnements impitoyables » de la sécurité extérieure et intérieure. Il a ensuite expliqué que cela renforcerait la direction centralisée et unifiée dans le domaine de la sécurité nationale et que c'était une affaire urgente⁽²³⁾.

Approbation de la réforme militaire et de défense

Xi Jinping a lancé le plus grand plan de réforme militaire depuis la création de la République populaire de Chine, renforçant considérablement son autorité sur l'armée. En novembre 2013, Xi a annoncé un plan de réforme complet incluant la défense et l'armée⁽²⁴⁾. Après deux ans de préparation, ce plan prévoit une réduction de 300 000 soldats, la création d'un quartier général des forces terrestres, des forces balistiques et des forces d'appui stratégique, la transformation de sept régions militaires en cinq théâtres de commandement, et la suppression de quatre départements généraux⁽²⁵⁾.

Les objectifs de la réforme sont de transformer l'APL en une force de combat plus efficace et de renforcer le contrôle politique sur l'armée. Pour ce faire, Xi a essayé de concentrer le pouvoir dans ses propres mains. En janvier

- « Jianding buwei yanzhe zhongguo tese shehuizhuyi daolu qianjin: wei quanmian jiancheng xiaokang shehui er fendou » (Marcher fermement sur la voie du socialisme aux caractéristiques chinoises afin de construire une société modérément prospère dans tous ses aspects), *Renmin ribao* (Quotidien du peuple), 18 novembre 2012, http://paper.people.com.cn/rmrb/html/2012-11/18/nw.D110000renmrb_20121118_3-01.htm (consulté le 18 août 2016).
- « Xi Jinping zai Zhonggong zhongyang zhengzhijü dibaci jiti xuexi shi qiangdiao: jinyibu guanxin haiyang renshi haiyang jinglüe haiyang tuidong haiyang qiangguo jianshe buduan qude xin chengjiu » (À la huitième session d'étude collective du Bureau politique du PCC, Xi Jinping a mis davantage l'accent sur la compréhension des océans, la stratégie d'économie maritime, la promotion des océans et l'obtention de nouveaux accomplissements dans la construction de la puissance maritime), *Renmin ribao* (Quotidien du peuple), 1^{er} août 2013, http://paper.people.com.cn/rmrb/html/2013-08/01/nw.D110000renmrb_20130801_2-01.htm (consulté le 18 août 2016).
- Pour une présentation des groupes dirigeants, voir Lai Jinping, *Dangdai Zhongguo lingdao xiaozu zhidu bianqian yu xiandai guojia chengzhang* (Transition du système des groupes dirigeants de la Chine contemporaine et le développement de l'État contemporain), Nanjing, Jiangsu renmin chubanshe (Maison d'édition du Jiangsu), 2015; Alice Miller, « The CCP Central Committee's Leading Small Groups », *China Leadership Monitor*, n° 26, 2008, www.hoover.org/sites/default/files/uploads/documents/CLM26AM.pdf (consulté le 16 August 2016); Alice Miller, « More Already on the Central Committee's Leading Small Groups », *China Leadership Monitor*, n° 44, 2014, www.hoover.org/sites/default/files/research/docs/clm44am.pdf (consulté le 16 August 2016).
- Lai Jinping, *Dangdai Zhongguo lingdao xiaozu zhidu bianqian yu xiandai guojia chengzhang* (Transition du système des groupes dirigeants de la Chine contemporaine et le développement de l'État contemporain), op. cit., p. 175-177.
- Bonnie Glaser, « China's Maritime Rights Protection Leading Small Group: Shrouded in Secrecy », *AMTI Brief*, Asia Maritime Transparency Initiative, 11 septembre 2015, <http://amti.csis.org/chinas-maritime-rights-protection-leading-small-group-shrouded-in-secrecy> (consulté le 20 février 2015).
- « Zhonggong zhongyang guanyu quanmian shenhua gaige ruogan zhongda wenti de jue ding » (Décision du Comité central du Parti communiste chinois sur quelques questions importantes concernant l'approfondissement globale de la réforme), *Renmin ribao* (Quotidien du peuple), 16 novembre 2013, http://paper.people.com.cn/rmrb/html/2013-11/16/nw.D110000renmrb_20131116_2-01.htm (consulté le 18 août 2016).
- Xi Jinping, « Guanyu "Zhonggong zhongyang guanyu quanmian shenhua gaige ruogan zhongda wenti de jue ding" de shuoming » (Notes explicatives concernant la « Décision du Comité central du Parti communiste chinois sur quelques questions importantes concernant l'approfondissement globale de la réforme »), *Renmin ribao* (Quotidien du peuple), 16 novembre 2013, http://paper.people.com.cn/rmrb/html/2013-11/16/nw.D110000renmrb_20131116_1-01.htm (consulté le 18 août 2016).
- « Zhonggong zhongyang guanyu quanmian shenhua gaige ruogan zhongda wenti de jue ding » (Décision du Comité central du Parti communiste chinois sur quelques questions importantes concernant l'approfondissement globale de la réforme), art. cit.
- « Zhongyang junwei guanyu shenhua guofang he jundui gaige de yijian » (Les opinions de la Commission militaire centrale sur l'approfondissement de la réforme de la défense nationale et de l'armée), *Jiefangjun bao* (Journal de l'APL), 2 janvier 2016, www.81.cn/jfjbmap/content/2016-01/02/content_134004.htm (consulté le 18 août 2016); « Lujun lingdao jigou huojianjun zhanlue zhiyuan budui chengli dahui zaijing juxing » (La conférence inaugurale des organes des forces terrestres, des forces balistiques et des troupes de soutien stratégique s'est tenue à Pékin), *Jiefangjun bao* (Journal de l'APL), 2 janvier 2016, www.81.cn/jfjbmap/content/2016-01/02/content_134002.htm (consulté le 18 août 2016); « Xi Jinping zai jiejian junwei jiguan ge bumen fuze tongzhi shi qiangdiao jiang zhengzhi mou daying gao fuwu zuo biaoshuai nuli jianshe "si tie" junwei jiguan » (Lors d'une réunion avec les camarades responsables des agences et départements de la Commission militaire centrale, Xi Jinping a mis l'accent sur les politiques, le gain des guerres, le soutien aux services, la direction par l'exemple, et l'effort pour établir les « quatre fers » de la Commission militaire centrale), *Jiefangjun bao* (Journal de l'APL), 12 janvier 2016, www.81.cn/jfjbmap/content/2016-01/12/content_135042.htm (consulté le 18 août 2016); « Zhongguo renmin jiefangjun zhanqu chengli dahui zai Beijing juxing » (La conférence inaugurale des théâtres de commandement de l'Armée populaire de libération s'est tenue à Pékin), *Jiefangjun bao* (Journal de l'APL), 2 février 2016, www.81.cn/jfjbmap/content/2016-02/02/content_866.htm (consulté le 19 août 2016).

2016, les quatre départements généraux ont été supprimés, et leurs fonctions ont été réparties entre les 15 départements fonctionnels au sein de la Commission militaire centrale. En tant que président de la Commission militaire centrale, Xi détient plus de pouvoir sur l'APL que ses prédécesseurs. En outre, Xi porte maintenant le titre de « commandant en chef du Centre de commandement des opérations conjointes de l'armée », ce qui implique qu'il a une autorité opérationnelle sur l'APL⁽²⁶⁾.

Unification des agences d'application de la loi maritime

Lors de l'Assemblée nationale populaire (ANP) de mars 2013, le gouvernement chinois a annoncé l'établissement de la Commission océanique d'État comme organe de coordination de haut niveau et la réforme de la SOA, consistant à rassembler sous son autorité les organisations et les responsabilités des précédentes CMS, FLEC, police maritime et forces maritimes de l'administration générale des douanes via la création d'un nouveau département de la garde-côtière (CCG : China Coast Guard) (*Zhongguo haijingju* 中国海警局). Les responsabilités, l'organisation et la formation de cette nouvelle SOA ont été annoncées en juin 2013. Le département de la CCG, tout comme son siège et son Centre de commandement, est en charge de la rédaction des mesures et règlements relatives à l'application du droit maritime, de la coordination du commandement conjoint des activités de surveillance des unités de la CCG, ainsi que de la formation des troupes. Cette consolidation devrait permettre aux yeux des autorités chinoises d'améliorer l'efficacité de l'application de la loi de chinoise civile en mer⁽²⁷⁾.

Pourtant, quelques points obscurs concernant l'organisation et la structure du commandement de cette nouvelle agence subsistent. Premièrement, la structure organisationnelle de la SOA et de la CCG est compliquée. Par exemple, les règlements pour la gouvernance des mers et l'application des lois sont rédigées par la SOA, avant d'être finalement autorisés et promulgués par le ministère des Terres et des Ressources après examen, tandis que les activités d'application de la loi maritime de la CCG exigent la direction opérationnelle du ministère de la Sécurité publique, le commandant de la CCG étant d'ailleurs un ancien vice-ministre de ce ministère⁽²⁸⁾. Deuxièmement, il est également difficile de savoir qui contrôle réellement la nouvelle SOA et la CCG. Sur le plan décisionnel, bien que l'annonce en mars 2013 ait déclaré que la Commission océanique d'État fonctionnerait comme l'organe de coordination de haut niveau, il n'y a aucune preuve que cette commission soit active. Sur le plan opérationnel, à première vue, il semble que le ministère de la Sécurité publique ait la main, compte tenu de sa responsabilité dans la direction des opérations de la CCG. Cependant, le fait que les généraux de la Police armée populaire, l'organisation en charge de la sécurité intérieure dépendante de la Commission militaire centrale et du Conseil d'État, aient pris des positions importantes au sein de la CCG pourrait aussi indiquer une influence non négligeable de l'armée sur celle-ci⁽²⁹⁾.

Les relations inter-agences

Bien qu'il existe toujours une concurrence organisationnelle, les autorités chinoises tentent ces dernières années d'améliorer la coordination entre les organismes. Ces efforts, qui comprennent des réunions et des exercices bilatéraux, ont contribué à la mise en place d'opérations coordonnées.

La marine et la SOA ont ainsi une relation étroite. Par exemple, elles sont parvenues à un accord de coopération sur la recherche et l'éducation en 2009, et ont tenu des réunions régulières depuis⁽³⁰⁾. En outre, les commandants de la CCG sont apparemment formés à l'École de commandement naval de Nankin (Nanjing Naval Command College)⁽³¹⁾. Le site internet du

ministère de la Défense nationale a aussi rapporté que la marine coopérait activement dans les activités de protection de droits communs avec les organismes d'application de la loi maritime⁽³²⁾.

La province de Hainan et la SOA ont également développé une coopération et des échanges. Liu Cigui 刘赐贵, directeur de la SOA de janvier 2011 à décembre 2014, a ainsi tenu plusieurs réunions avec le secrétaire provincial du Parti Luo Baoming. Liu Cigui est par ailleurs devenu gouverneur de la province de Hainan en février 2015⁽³³⁾, un remaniement du personnel qui pourrait contribuer à renforcer la coopération. Ainsi, lorsque Liu Cigui a effectué sa première visite à la SOA en mars 2015 et a rencontré à cette occasion son successeur Wang Hong, ils ont exprimé tous deux leur contribution commune aux initiatives prises en mer de Chine du Sud⁽³⁴⁾.

La coopération entre la CNOOC et la SOA semble également en voie d'amélioration. En février 2014, Wang Yilin visita la SOA et rencontra alors son directeur Liu Cigui, ce dernier visitant à son tour la CNOOC en mai 2014. À chaque rencontre, Liu et Wang ont exprimé leur souhait pour que la SOA et la CNOOC coopèrent dans la construction de la puissance maritime⁽³⁵⁾. Wang déclara à ce titre que la CNOOC serait un acteur fiable dans la concrétisation des projets et répondrait dans ses actions aux exigences de la SOA. Le déploiement de navires de la garde-côtière pour protéger les plates-formes pétrolières érigées dans les mers de Chine est un autre exemple de cette meilleure coordination.

Comme nous le discuterons plus loin, il est particulièrement important de souligner le rôle de l'armée et des gouvernements locaux dans la coordination des opérations des acteurs maritimes. Linda Jakobson note d'ailleurs que lorsque l'APL joue un rôle de premier plan dans les opérations mari-

26. « Xi Jinping zai junwei lianhe zuozhan zhizhi zhongxin shicha shi qiangdiao zhuzhu gaige jiyu ruiyi kaituo chuanguan juli gongjian kenan jiakuai goujian juyou wojun tese de lianhe zuozhan zhizhi tixi » (During inspection of the Joint Operations Command Centre of the CMC, Xi Jinping stressed seizing opportunity for reform, striving for innovation, overcoming obstacles, and speeding up construction of a joint operations command system with the characteristics of our military), *Jiefangjun bao* (PLA Daily), 21 April 2016, www.81.cn/jfjmap/content/2016-04/21/content_142306.htm (accessed on 19 August 2016).

27. The National Institute for Defense Studies, *NIDS China Security Report 2013*, Tokyo, The National Institute for Defense Studies, p. 12-13, www.nids.go.jp/publication/chinareport/pdf/china-report_EN_web_2013_A01.pdf (consulté le 16 août 2016).

28. *Ibid.*

29. Linda Jakobson, « The PLA and Maritime Security Actors », in Phillip C. Saunders et Andrew Scobell (éds.), *PLA Influence on China's National Security Policymaking*, op. cit., p. 306-309.

30. Lü Haihua, « Zhongguo haijian xunlian jidi luohu haijun shiguan xuexiao » (Une base de formation de la Surveillance maritime de Chine établie à l'Académie navale), *Zhongguo haijun* (Marine chinoise), 7 décembre 2012, http://news.xinhuanet.com/mil/2012-12/07/c_124061173.htm (consulté le 19 août 2016).

31. « Diuwei peixun: qiang sushi su xingxiang de jin yaoshi » (La formation des troupes : le fort talent est la clé d'or pour façonner l'image), *Zhongguo haiyangbao* (China Ocean Daily), 29 juin 2012.

32. « Haijun changtaihua xunluo fugai wanli haijiang dazao yuanzhongjin, gaozhongdi, duowei kongjian de haifang tixi, wei weihu guojia haiyang quanqi he lingtu wanzheng zhengdai » (La marine a normalisé des patrouilles couvrant des milliers de kilomètres de frontières maritimes pour construire un système de défense maritime multi-dimensionnel prêt à protéger l'intégrité territoriale ainsi que les intérêts et droits maritimes nationaux), *Guofangbu wang* (Site internet du ministère de la Défense), 21 juin 2014, http://news.xinhuanet.com/politics/2014-06/21/c_126651538.htm (consulté le 20 janvier 2016).

33. « Liu Cigui dangxuan wei Hainan sheng shengzhang cengren guojia haiyangju juzhang » (Liu Cigui, l'ancien directeur de l'administration océanique d'État, a été élu gouverneur de la province de Hainan), *Renmin wang* (Quotidien du peuple en ligne), 13 février 2015, <http://politics.people.com.cn/n/2015/0213/c1001-26561911.html> (consulté le 19 février 2016).

34. *Guojia haiyangju* (Administration océanique d'État), « Guojia haiyangju yu Hainan sheng zhengfu zhaokai zuotanhui » (L'Administration océanique d'État et le gouvernement provincial de Hainan ont tenu une réunion de discussions), 11 mars 2015.

35. *Guojia haiyangju* (Administration océanique d'État), « Liu Cigui huijian Zhongguo haiyang shiyou zonggongsi dongshizhang Wang Yilin: jiaqiang shendu hezuozuo tuijin haiyang shiye fazhan » (Liu Cigui rencontre le président de la CNOOC Wang Yilin : renforcer et approfondir la coopération et promouvoir le développement de l'industrie maritime), 11 février 2014, http://soa.gov.cn/xw/hyyw_90/201402/t20140211_30489.html (consulté le 20 janvier 2016).

times, un niveau plus élevé de coopération entre les acteurs peut être atteint⁽³⁶⁾.

Il existe de nombreux exemples montrant que ces différents acteurs coopèrent bien dans les opérations planifiées et de contingence. Par exemple, en octobre 2012, la marine et des agences d'application de la loi maritime ont mené des exercices conjoints en mer de Chine orientale⁽³⁷⁾. L'incident de l'USNS Impeccable de 2009 avait aussi montré l'existence d'une forte coordination entre la marine, les organismes d'application de la loi maritime et la milice maritime dans les actions d'harcèlement à l'encontre du navire américain⁽³⁸⁾. En 2012, la Chine a pris le contrôle du haut-fond Scarborough à l'issue d'un rapport de force de près de dix semaines avec les Philippines auquel ont participé des dizaines de navires des agences maritimes ainsi que des bateaux de pêche⁽³⁹⁾. L'incident de la plate-forme pétrolière de 2014 et les travaux de remblaiements dans les îles Spratleys sont aussi deux autres exemples intéressants que nous avons choisi de d'analyser et de détailler ci-dessous, essentiellement parce que ce sont deux décisions qui font date dans la politique de la Chine en mer de Chine du Sud et qui ont fortement participé à y accroître les tensions.

Étude de cas I : l'incident de la plate-forme pétrolière de 2014

Le 2 mai 2014, la CNOOC installa la plate-forme de forage semi-submersible en eaux profondes Haiyang Shiyu 981 (HYSY981) à approximativement 17 milles marins au sud de l'île de Triton et à 120 au large des côtes vietnamiennes. La plate-forme de la CNOOC était accompagnée de navires des gardes-côtes nationaux, de la Milice maritime, d'experts en ingénierie et de la marine de l'Armée populaire de libération. En réponse, le Viêt Nam déploya des navires militaires et des vaisseaux de gardes côtes dans la région et des heurts eurent lieu à plusieurs reprises dans les eaux disputées⁽⁴⁰⁾. Cet incident était exceptionnel car c'était la première fois que la Chine forait dans la ZEE revendiquée par un autre pays⁽⁴¹⁾. Bien que la CNOOC avait initialement annoncé que la plate-forme forerait jusqu'au 15 août, elle fut retirée mi-juillet à l'approche d'une météo menaçante.

Trois facteurs expliquent ici la coopération entre acteurs maritimes : l'ambition de la CNOOC d'exploiter les eaux profondes de la mer de Chine du sud, les efforts des agences d'application de la loi maritime en faveur de la protection et du renforcement des revendications de souveraineté et l'appel de Xi Jinping à faire de la Chine « une puissance maritime majeure » (*haiyang qiangguo* 海洋强国)⁽⁴²⁾.

Premièrement, comme nous l'avons souligné dans la section précédente, la CNOOC aspirait depuis longtemps déjà à étendre ses activités d'exploration pétrolière dans la mer de Chine du Sud. Cependant, la CNOOC n'a pas poursuivi seule son propre programme sans se soucier des autres acteurs. Un rapport de 2012 de l'International Crisis Group déclarait que les compagnies pétrolières étaient hésitantes à mener des activités de forage à proximité de pays impliqués dans des disputes territoriales avec Pékin car « Si quelque chose survient sur une plate-forme, ces pays ne nous aideront pas »⁽⁴³⁾.

En 2012, le Président de la CNOOC, Wang Yilin, déclara que la HYSY981 était tout autant un « territoire national mobile » qu'un outil stratégique pour développer l'industrie pétrolière maritime qui contribuera à mettre en œuvre la sécurité énergétique de la Chine, à développer sa stratégie de puissance maritime et à protéger la souveraineté dans les eaux territoriales⁽⁴⁴⁾.

Wang Yilin souligna que les commentaires de Xi Jinping sur le statut de puissance maritime fournissait de nouvelles opportunités, de nouvelles missions et de nouvelles exigences et que l'industrie pétrolière maritime serait amenée à devenir une force majeure dans la construction de la puissance maritime chinoise. Wang insista également sur le fait que la CNOOC renforcerait sa stratégie en eaux profondes, arguant que « les eaux profondes constituent non seulement une aire alternative pour nos ressources pétrolières et gazières, mais aussi un front pour la protection de nos droits maritimes »⁽⁴⁵⁾.

Deuxièmement, les différentes agences chinoises se sont rendues à l'évidence que les pays frontaliers avaient tiré parti du souhait de la Chine d'éviter des conflits relatifs aux différends territoriaux. Lors d'un discours à l'École Centrale du Parti, Liu Cigui, le Directeur de la SOA, a réitéré que « nous faisons face une situation délicate dans la protection de nos droits maritimes à la périphérie. De manière générale, les ressources maritimes déclinent, les zones maritimes se rétractent progressivement, les îles sont occupées, les lignes maritimes stratégiques sont menacées et les confrontations autour de la périphérie se multiplient ».⁽⁴⁶⁾ Un article dans le journal officiel de la SOA mentionnait que, jusqu'à présent, la Chine avait concentré ses efforts d'exploration pétrolière dans les eaux peu profondes et qu'elle n'avait pas effectué suffisamment d'explorations dans les eaux profondes de la mer de Chine du Sud. Selon cet article « certaines eaux ont été explorées par d'autres pays voisins qui défient notre souveraineté dans les eaux territoriales. La Chine a toujours proposé un principe de "mise à l'écart des conflits et de développement conjoint" (*gezhi zhengyi, gongtong kaifa* 搁置争议, 共同开发), mais certains pays voisins n'en ont pas tenu compte et rivalisent afin

36. Linda Jakobson, « The PLA and Maritime Security Actors », *op cit.*, p. 310-316.

37. « Haijun jinri Donghai weiquan yanxi moni haijianchuan zao taguo pengzhuang » (Aujourd'hui la marine conduit un exercice de protection des droits en mer de Chine orientale, simulant une collision entre bateau de la Surveillance maritime et un navire étranger), *The Beijing News*, 19 octobre 2012, <http://news.qq.com/a/20121019/000125.htm> (consulté le 16 août 2016).

38. The National Institute for Defense Studies, *NIDS China Security Report 2011*, Tokyo, The National Institute for Defense Studies, 2011, p. 20, www.nids.go.jp/publication/chinareport/pdf/china_report_EN_web_2011_A01.pdf (consulté le 16 août 2016).

39. The National Institute for Defense Studies, *NIDS China Security Report 2012*, *op. cit.*, p.18-20.

40. Pour les réactions vietnamiennes, voir Tomotaka Shoji, « Vietnam and China over the South China Sea : The Confrontation Proceeds toward New Phase », *NIDS Briefing Memo*, n° 189, juillet 2014, www.nids.go.jp/english/publication/briefing/pdf/2014/briefing_e189.pdf (consulté le 16 août 2016) ; « Vietnam Says its Navy Vessels Collide with Chinese Ones Close to Oil Rig in Disputed Sea », *Associated Press*, 7 mai 2014.

41. D'après Andrew Chubb, la Chine avait par contre déjà installé des plateformes de prospection dans la ZEE vietnamienne en 1997 et en 2004. Andrew Chubb, « China-Vietnam Clash in the Paracels: History Still Rhyming in the Internet Era? », *South China Sea Conversations blog*, 7 mai 2014, <https://southseaconversations.wordpress.com/2014/05/07/china-vietnam-clash-in-the-paracels-history-still-rhyming-in-the-internet-era> (consulté le 20 novembre 2015).

42. Pour plus de détails, voir Philip C. Saunders et Shinji Yamaguchi, « China's Policy on Maritime Disputes: From Passive to Proactive », in Philip C. Saunders et Andrew Scobell (éds.), *The PLA Steps Out: Reacting to the "Pivot" or Living the "Dream"?*, Washington D.C., NDU Press, à paraître.

43. International Crisis Group, « Stirring up the South China Sea (I) », *op. cit.*, p. 25.

44. « Haiyang shiyu 981 pingtai Nanhai kaizuan: baowei zhuquan he jingji kaifa bingzhong » (La plateforme pétrolière offshore 981 commence à forer en mer de Chine du Sud : la protection de la souveraineté et le développement économique sont d'importance égale), *Zhongguo guangbowang* (Radio nationale de Chine), 8 mai 2012, http://finance.cnr.cn/jipl/201205/t20120508_509571464.shtml (consulté le 18 août 2015).

45. « Wang Yilin: Haiyang shiyu gongye zhutui haiyang qiangguo jianshe » (Wang Yilin : l'industrie pétrolière offshore impulse la construction de la puissance maritime), *Renmin ribao* (Le Quotidien du peuple), 25 décembre 2012, <http://cpc.people.com.cn/n/2012/1225/c64387-20002576.html> (consulté le 19 août 2016).

46. « Liu Cigui yingyao zai zhongyang dangxiao zuo zhuanti baogao shi qiangdiao jianjue weihu woguo guanxia haiyu haiyang quanxi » (Invité à l'École centrale du Parti, Liu Cigui dans le cadre d'un discours spécial a souligné que la Chine doit résolument sauvegarder ses droits et intérêts maritimes dans les eaux sous sa juridiction), *Zhongguo haiyang bao* (China Ocean Daily), 11 avril 2014, http://soa.gov.cn/xw/hyyw_90/201404/t20140411_31174.html (consulté le 19 août 2016).

de prendre la tête en matière d'exploitation ». ⁽⁴⁷⁾ Sur la base de telles perceptions, des propositions visant à l'adoption d'une approche plus proactive sont devenues de plus en plus prépondérantes.

Troisièmement, Xi Jinping a appuyé résolument l'exploration pétrolière dans les eaux profondes de mer de Chine du Sud. Le Président chinois a soutenu et ordonné à la CNOOC d'installer sa plate-forme pétrolière dans les eaux vietnamiennes. Il serait erroné de penser que la CNOOC ait pu déployer la HYSY981 en 2014 contre la volonté de la direction du Parti.

Étant donné l'implication de la CCG et des navires de la marine de l'APL, il est en effet peu probable que Xi Jinping n'ait pas été informé de la décision d'ériger la plate-forme. Au vu de son style de leadership et de sa position au sein du groupe dirigeant sur la protection des droits maritimes qu'il dirige, il est même vraisemblable qu'il ait approuvé cette décision ⁽⁴⁸⁾. Pour Erica Downs, les compagnies chinoises pétrolières doivent obtenir la permission du ministère des Affaires étrangères et plus que probablement celle des leaders au sommet du Parti afin d'opérer dans ces eaux ⁽⁴⁹⁾. *Asahi Shimbun* rapportait par ailleurs que la CNOOC avait effectivement obtenu l'autorisation de la direction du Parti d'installer la plate-forme pétrolière dans les eaux vietnamiennes vers le début de l'année 2014 ⁽⁵⁰⁾.

Étude de cas II : les travaux de remblaiement dans les îles Spratleys

Depuis approximativement le milieu de l'année 2014, la Chine a effectué des travaux massifs de remblaiement et de construction d'installations sur sept formations insulaires des îles Spratleys, incluant le récif Johnson South, le récif Cuarteron et le récif Hughes.

Bien qu'il n'existe aucune réglementation spécifique en droit international qui empêche un État d'entreprendre des actions de remblaiement en mer, et bien que la Chine ne soit pas le seul État à en effectuer en mer de Chine du Sud, la vitesse, l'échelle, l'intensité et l'éloignement géographique des remblaiements et constructions d'infrastructures en cours n'ont historiquement aucun équivalent. Commentant cette situation, l'amiral américain Harry Harris déclarait : « La Chine crée une grande muraille de sable avec des dragues et des bulldozers » ⁽⁵¹⁾.

Objectif

Quel est l'objectif de ces remblaiements ? Il est possible d'en envisager plusieurs : renforcement de revendications de souveraineté ; amélioration des conditions de vie des résidents locaux ; contribution à la sécurité de la navigation internationale et renforcement de la capacité de projection militaire.

Premièrement, le renforcement des revendications de souveraineté est certainement un facteur crucial expliquant le comportement de la Chine. On peut douter que des îles créées à partir de bancs submergés puissent constituer une base pour des revendications de souveraineté, étant donné que le haut-fond découvrant ne génère pas de mer territoriale, de ZEE, ou de plateau continental et ne peut être revendiqué en tant que territoire de plein droit ⁽⁵²⁾. Outre ces arguments juridiques, ces aménagements en mer contribuent néanmoins à une présence renforcée dans la zone en question. Bien que la Chine n'ait pas admis que le but des opérations de remblaiement ait pour objectif de renforcer des revendications de souveraineté, la présence chinoise sur les îles Spratly est allée en s'accroissant.

Deuxièmement, les diplomates chinois, comme le Vice-ministre des Affaires étrangères Liu Zheming, et les porte-paroles ont affirmé catégorique-

ment que le but principal des remblaiements et constructions d'infrastructures était d'ordre civil ⁽⁵³⁾. Ouyang Yujing, le Directeur général du Département des affaires frontalières et océaniques du ministère des Affaires étrangères, mentionnait également que ces opérations visaient avant tout à améliorer les conditions de vie pour le personnel stationné sur place ⁽⁵⁴⁾.

Troisièmement, la Chine affirme que ces constructions contribuent à ses responsabilités internationales. Cui Tiankai, Ambassadeur de la Chine aux États-Unis, expliqua à un journaliste que « le but principal est d'améliorer les fonctions des facilités sur place de manière à fournir des services aux navires chinois, à ceux des pays voisins et à d'autres pays naviguant en mer de Chine du Sud, incluant l'accueil de bateaux et l'aide à la navigation, mais aussi des services dans les domaines de la recherche et du sauvetage, l'observation météorologique, ou encore la pêche » ⁽⁵⁵⁾.

Enfin, et c'est peut-être le plus important, les remblaiements et la construction d'infrastructures, en particulier la construction de pistes d'atterrissage, de facilités portuaires et d'équipements de détection, renforceraient les capacités, fort limitées jusque-là, de projection de l'APL en mer de Chine du Sud. La construction massive de pistes d'atterrissage permettrait aux forces aériennes (PLAAF : *People's Liberation Army Air Force*) d'intervenir aux alentours des îles Spratleys, les avions de l'APL pouvant dès lors couvrir l'ensemble de la mer de Chine du Sud. Une telle expansion des activités soulève des arguments et des inquiétudes au sujet de l'établissement d'une éventuelle nouvelle zone d'identification de défense aérienne (ADIZ : *Air Defence Identification Zone*) en mer de Chine du Sud. Lors de l'Assemblée nationale populaire de 2014, des représentants civils ont proposé l'établissement d'une ADIZ en mer de Chine du Sud, une possibilité qui ne fut pas réfutée par le ministère de la Défense ⁽⁵⁶⁾.

Par ailleurs, la construction de pistes d'atterrissage et la capacité de projection améliorée de la force aérienne chinoise pourrait avoir des effets au-delà de la mer de Chine du Sud. Selon le *Kanwa Defence Weekly*, les pistes d'atterrissage sont prévues pour être utilisées par des bombardiers H-6K, un nouveau genre de bombardier H-6 équipé d'un missile sol-air de croisière CJ-10 avec une portée d'attaque de 2 000 km. En 2015, la Chine a mené

47. « Woguo haiyang nengyuan kaifa wenti yu duice » (Le développement de l'énergie offshore en Chine : problème et solution), *Zhongguo haiyang bao* (China Ocean Daily), 25 février 2014, www.oceanol.com/redian/shipping/2014-02-25/32084.html (consulté le 19 août 2016).

48. Voir Linda Jakobson, « How Involved Is Xi Jinping in the Diaoyu Crisis? », *The Diplomat*, 8 février 2013, <http://thediplomat.com/2013/02/how-involved-is-xi-jinping-in-the-diaoyu-crisis-3> (consulté le 3 février 2016).

49. Erica Downs, « Business and politics in the South China Sea: Explaining HYSY 981's Foray into Disputed Waters », *China Brief*, vol. 14, n° 12, 19 juin 2014, https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/China-Brief_Erica-Downs.pdf (consulté le 16 août 2016).

50. « Chugoku shidobu, nensho ketsudan ka: Minami Shina Kai keneki kakutoku nerau » (Les dirigeants chinois ont décidé début janvier : priorité aux intérêts maritimes en mer de Chine du Sud), *Asahi Shimbun*, 29 mai 2014.

51. « US Admiral: China "Creating a Great Wall of Sand" in Sea », *Associated Press*, 31 mars 2015.

52. Gregory Polling, « The Legal Challenges of China's Island Building », *AMTI Brief*, Asia Maritime Transparency Initiative, 18 février 2015, <http://amti.csis.org/the-legal-challenge-of-chinas-island-building> (consulté le 28 janvier 2016).

53. « Zhongguo shi Nanhai heping wending de jiangding weihezhe » (La Chine est un défenseur partisan de la paix et de la stabilité en mer de Chine du Sud), *Xinhua*, 30 mai 2015.

54. Zhang Yunbi, « An Interview on China's Construction Activities on the Nansha Islands and Reefs », *China Daily*, 27 mai 2015, www.chinadaily.com.cn/china/2015-05/27/content_20827354.htm (consulté le 16 août 2016).

55. Embassy of the People's Republic of China in the United States of America, « Keynote Speech by Ambassador Cui Tiankai at the International Conference on China-US Cooperation in Global Security Affairs », Washington DC, 16 avril 2015, www.china-embassy.org/eng/zmgxss/t1255681.htm (consulté le 16 août 2016).

56. « Shaishai women de chengjidan » (Exposer nos transcriptions), *Renda zazhi* (Magazine de l'Assemblée nationale populaire), 18 avril 2014.

son premier test militaire aérien dans l'océan Pacifique occidental. À cette occasion, plusieurs bombardiers passèrent à travers le Canal de Bashi. De tels essais pourraient augmenter à l'avenir suite à la construction de pistes d'atterrissage dans les îles Spratleys.

Prise de décision et mise en œuvre

Il est encore peu clair quand et par qui les projets de remblaiement dans les îles Spratleys ont été décidés. L'Asia Maritime Transparency Initiative et d'autres sources médiatiques rapportent que des remblaiements à grande échelle sur certains récifs commencèrent durant l'été 2014. En juin 2014, le *South China Morning Post* rapporta que la Chine accentuerait sa présence dans les îles Spratleys en transformant certaines îles en îles artificielles avec pistes d'atterrissages et ports maritimes. D'autres médias et des chercheurs commencèrent ensuite à scruter ces développements⁽⁵⁷⁾. Cependant, d'après l'*IHS Jane's Defence Weekly* le plus grand bateau de dragage chinois fit son apparition aux alentours des Spratleys dès septembre 2013⁽⁵⁸⁾. Selon Andrew Erickson, le remblaiement et la construction du récif Johnson South débuta même probablement vers 2012⁽⁵⁹⁾.

Étant donné l'échelle et le timing des projets en question, il est hautement probable que ceux-ci furent approuvés par Xi Jinping. Le magazine *Kanwa Defence Weekly* rapporta en 2014 que c'était le président chinois lui-même qui avait donné son accord et avalisé les projets de remblaiement⁽⁶⁰⁾. Lee Shiyin-jow, le directeur général du Bureau National de la Sécurité de Taiwan, déclara que les projets de remblaiement avaient pris place sur sept bancs et qu'au moins cinq de ceux-ci avaient été réalisés sur ordre personnel de Xi Jinping⁽⁶¹⁾. On ignore pourquoi il est seulement question de cinq projets et pas de sept, mais il est probable que Xi Jinping ait décidé du projet dans son ensemble.

Bien que cela puisse paraître étrange, il semble que les efforts de remblaiement de la Chine aient commencé vers 2012, mais à une échelle et à un rythme qui n'étaient alors pas facilement perceptibles pour des observateurs étrangers. L'accélération de l'échelle comme de la vitesse des projets à partir de 2014 est probablement le fait de décisions stratégiques prises par Xi Jinping.

L'APL, plus précisément sa marine, a aussi vraisemblablement joué un rôle central dans la mise en œuvre de ce programme de remblaiement. Selon des rapports médiatiques, en septembre 2014, le Commandant de la Marine, Wu Shengli, fit une visite d'inspection des projets de remblaiement dans les îles durant une semaine⁽⁶²⁾. Interrogé au sujet de cette tournée d'inspection, un porte-parole du ministère de la Défense répondit brièvement que les activités de la Chine sur ces îles étaient « légitimes »⁽⁶³⁾. En outre, des navires de la marine ont gardé les sites de construction⁽⁶⁴⁾ et une compagnie ayant fabriqué 120 buses de dragage révéla que c'était bien l'APL qui les avait commandées⁽⁶⁵⁾.

La Chine a dépêché de nombreux bateaux d'ingénierie ainsi qu'une grande quantité d'équipements, en particulier la drague Tian Jing dont le design a été réalisé par l'Université de Jiaotong à Shanghai et l'Allemand Vosta LMG. Construit par la China Merchant Industry Holdings Ltd., elle est à présent la propriété de la société CCCC Tian Jing Dredging. La construction de cette drague, considérée comme la plus grande et la plus efficace drague en Asie, commença en avril 2008 et fut terminée en janvier 2010⁽⁶⁶⁾. Comme cela a été souligné plus haut, le Tian Jing commença ses opérations dans les Spratleys en septembre 2013 puis a effectué des rotations autour du récif Cuarteron, du récif Johnson South, du récif Fiery Cross et du récif Gaven.

Établissement de l'administration de la municipalité de Sansha

Les efforts de remblaiement dans les Spratleys ne représentent pas la première tentative de la Chine d'accroître les superficies insulaires en mer de Chine du Sud. Des remblaiements et la construction de ports ont aussi été entrepris dans les îles Paracels. En 2012, la SOA approuva par exemple un plan de l'Agence pour la pêche et les océans du Gouvernement provincial de Hainan visant à agrandir l'île Drummond et à y construire un port⁽⁶⁷⁾.

Toutes ces opérations s'inscrivent en fait dans le contexte de la création de la municipalité de Sansha, une décision stratégique prise par le Parti en 2012. Dans une perspective plus large, la province de Hainan et la municipalité de Sansha sont devenues de plus en plus importantes car les gouvernements locaux sont chargés des contrôles administratifs et de l'amélioration des conditions de vie des résidents.

D'autres facteurs relevant de la construction administrative de la ville de Sansha, comme les agences d'exécution de la loi maritime, la milice maritime et autres réseaux de surveillance, contribuent à renforcer le contrôle de la Chine sur les Paracels et les Spratleys. Le gouvernement de la municipalité de Sansha est devenu un acteur important dans la coordination des activités d'application de la loi maritime. Dans la municipalité, « la coordination militaire-police-civile » (*junjingmin xietiao* 军警民协调) est d'ailleurs devenue une phrase clé. D'après le maire Xiao Jie, Sansha a établi un « Centre de coordination militaire-police-civile » et a lancé les projets « Six-One » et « Five-in-One Place »⁽⁶⁸⁾. Le projet « Six One » fait référence à un plan visant à établir six choses : une salle de permanence pour la défense maritime conjointe, une plate-forme de partage de l'information, un plan de rotation d'application de la loi maritime, un plan d'application conjointe

57. « China Plans Artificial Island in Disputed Spratlys Chain in South China Sea », *South China Morning Post*, 7 juin 2014, www.scmp.com/news/china/article/1527059/china-plans-artificial-island-disputed-spratlys-chain-south-china-sea (consulté le 16 août 2016).

58. « China Goes All Out with Major Island Building Project in Spratlys », *IHS Jane's Defence Weekly*, 20 juin 2014, <http://maritimesecurity.asia/free-2/south-china-sea-2/china-goes-all-out-with-major-island-building-project-in-spratlys-ihs-janes-360-7> (consulté le 16 août 2016).

59. Andrew S. Erickson et Austin Strange, « Pandora's Sandbox: China's Island-Building Strategy in the South China Sea », *Foreign Affairs Snapshot*, 13 juillet 2014, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2014-07-13/pandoras-sandbox> (consulté le 19 août 2015).

60. « Xi Jinping pizhun NanZhongguohai tianhai » (Xi Jinping approuve les travaux de remblaiement en mer de Chine du Sud), *Kanwa fangwu pinglun* (Kanwa Defence Review), vol. 10, n° 120, 2014, p. 39.

61. « PLA Land Reclamation in South China Sea Could Threaten Taiping », *Want China Times*, 16 octobre 2014.

62. Zhonghua renmin gongheguo guofangbu (Ministère de la Défense de la RPC), « Zhongguo jundui jiji canyu yuanyuan Xifei guojia kangji aibola » (L'armée chinoise participera activement au soutien des pays africains dans leur lutte contre le virus Ebola), 30 octobre 2014, www.mod.gov.cn/affair/2014-10/30/content_4554320_3.htm (consulté le 20 janvier 2016).

63. *Ibid.*

64. « Zhongguo zai Nansha Chiguajiao jinxing tianhai kuojian junjian weihu » (La Chine procède à des travaux de remblaiement et d'expansion du récif Sud-Johnson dans les Spratleys, les vaisseaux de l'armée protègent), *Taihai wang* (Taiwan sea web), 3 mai 2014, <http://mil.news.sina.com.cn/2014-05-03/1248777210.html> (consulté le 20 janvier 2016).

65. Jiangsu Pacific Rubber Co. Ltd., « Gongsu shunli wancheng Nansha zhongyao gongcheng » (La compagnie a doucement achevé un important projet en mer de Chine du Sud), 15 septembre 2014.

66. Shanghai Jiaotong University, « Shanghai Jiaoda zizhu yanfa Tianjinghao » (L'Université des transports de Shanghai a indépendamment effectué des recherches et développé le Tian Jing), 29 septembre 2014 ; « China Goes All Out with Major Island Building Project in Spratlys », *art. cit.*

67. « Xisha jinqing dao huozhun tianhai jian matou » (L'île Drummond dans les Paracels obtient la permission de polderiser et de construire un port), *Guoji jinrongbao* (International Finance News), 27 avril 2012, <http://politics.people.com.cn/GB/1026/17759194.html> (consulté le 16 août 2016).

68. « Women you xinxin weihu hao guojia haiyang liyi » (Nous sommes confiants dans la protection de nos intérêts maritimes nationaux), *Zhongguo haiyangbao* (China Ocean Daily), 16 mars 2015.

de la loi maritime, une participation progressive de la justice dans les mécanismes d'application de la loi maritime et des troupes de milice maritime. Le projet « Five-in-One Place » renvoie quant à lui à l'établissement d'un bureau du comité de résident, d'un poste de milice maritime, d'un centre culturel résidentiel, d'un centre d'accueil temporaire en cas de typhon et, sur les récifs où un comité de résident existe, d'un centre de commande pour situation de guerre. Xiao Jie insistait aussi sur le fait que la ville de Sansha réalisait des patrouilles régulières d'application de la loi maritime dans les Paracels. Le 6 janvier 2015, un exercice conjoint impliquant militaires, policiers et civils fut organisé. Il incluait une formation à l'inspection de bateaux étrangers ainsi qu'à la recherche et au sauvetage⁽⁶⁹⁾.

La municipalité de Sansha a aussi mis sur pied un Bureau général d'application de la loi maritime qui mène des activités intégrées d'application de cette loi. Ainsi, quand la milice maritime découvre une activité « illégale » par des bateaux de pêche étrangers, il en fait état auprès du Commandement de la garnison de Sansha qui identifie ensuite le lieu de l'activité et notifie les navires chargés de l'application de la loi⁽⁷⁰⁾. L'édification et le renforcement de la milice maritime sont ainsi devenus des tâches importantes pour les gouvernements locaux de la province de Hainan. Quand Xi Jinping se livra à une tournée d'inspection de la province en avril 2013, il exigea des autorités provinciales qu'elles accomplissent quatre objectifs de la direction du Parti en mer de Chine du Sud, à savoir : la protection des droits, la protection de la stabilité, la préservation de l'environnement maritime et le développement (*weiquan, weiwen, baohu, kaifa* 维权, 维稳, 保护, 开发)⁽⁷¹⁾. Xi rencontra aussi la milice maritime du bourg de Tanmen et lui demanda de récolter activement des informations dans les mers éloignées et de soutenir les travaux de remblaiement et la construction des infrastructures sur les récifs⁽⁷²⁾.

En réponse à la demande de Xi Jinping, en août 2013, Luo Baoming mit l'accent sur l'importance de la construction de la municipalité de Sansha et mentionna la poursuite d'un « développement basé sur l'intégration civile-militaire, réalisant par-là l'intention stratégique de la direction centrale du Parti d'établir Sansha et d'accomplir les missions divines de protection des droits de souveraineté, de maintien de la stabilité, de protection de l'environnement et de développement »⁽⁷³⁾. L'établissement de la municipalité de Sansha est devenue un projet hautement prioritaire à Hainan. Selon Andrew Erickson et Conor Kennedy, les 28 projets d'infrastructure comprenaient un investissement total de 24 milliards de RMB (3,81 milliards de US\$), avec la probabilité d'investissements nettement plus importants à l'avenir⁽⁷⁴⁾.

En juillet 2013, la ville de Sansha établissait un Département de l'APL et une milice maritime⁽⁷⁵⁾. Dotée d'un effectif de 215 personnes, la Milice maritime de Sansha a parmi d'autres missions majeures celle de récolter de l'information, comme l'avait demandé le Président chinois⁽⁷⁶⁾. Des représentations locales de l'APL ont aussi été établies dans les Paracels, sur l'île Woody et sur l'île Qilianyuan, de même que dans les Spratleys en décembre 2014⁽⁷⁷⁾.

Enfin, la province de Hainan et la municipalité de Sansha ont établi un réseau de surveillance et d'information en mer de Chine du Sud. En juillet 2015, le district militaire de Hainan construisait des dizaines de postes avancés de milices et créa un réseau de reconnaissance et d'information⁽⁷⁸⁾. En outre, la municipalité de Sansha aurait mis sur pied des avant-postes de milices informatisés et équipés de radars d'identification et de systèmes de surveillance afin de transmettre l'information au tout nouveau Centre de coordination militaire-police-civile⁽⁷⁹⁾.

Conclusion

Cet article montre qu'une aspiration à long terme, basée sur une perception de la victimisation par des puissances étrangères tirant profit d'une politique étrangère réservée de la Chine, a coagulé en un plan plus cohérent sous la direction plus forte de Xi Jinping. Bien entendu, comme cela a été souligné en introduction, étant donné la difficulté à rassembler des preuves, toute conclusion est nécessairement basée sur des interprétations et peut être sujette à débat. Cela étant, cet article identifie trois développements importants dans la politique maritime de la Chine.

Premièrement, la coordination entre les acteurs maritimes s'est renforcée et il s'agit là d'une tendance lourde. Même si les acteurs maritimes chinois peuvent se situer dans une logique de compétition, cette compétition ne nous semble pas suffisamment importante pour perturber la stratégie générale de la Chine. Au minimum, ces acteurs oeuvrent sous la direction politique générale du leadership du Parti et c'est dès lors le leadership du Parti qui pousse en faveur d'une ligne ferme en mer de Chine du Sud. À cet égard, le rôle de Xi Jinping est important. Il a opté pour une ligne plus dure que ses prédécesseurs et cela affecte clairement le comportement des acteurs maritimes. La consolidation de son pouvoir a contribué à renforcer son rôle. En parallèle, les réformes institutionnelles qu'il a initiées ont pu générer des tensions et de la résistance passive parmi des institutions comme la CCG et l'APL. Par exemple, Linda Jakobson a souligné que la CCG nouvellement établie n'aurait pas réalisé une pleine intégration des activités d'application de la loi⁽⁸⁰⁾. Il est également encore difficile de savoir si la réforme militaire a été mise en œuvre avec succès conformément au souhait de Xi Jinping. Par ailleurs, il est communément admis que la politique chinoise a tendance à devenir instable à l'approche du Congrès du Parti car les luttes de pouvoir

69. « Sansha juxing haishang zonghe xingzheng zhifa lianyan tisheng guangkong nengli » (Sansha conduit un exercice d'application de la loi maritime et accroît ses capacités de gestion), *Renmin wang*, (People's.com), 6 janvier 2015, <http://politics.people.com.cn/n/2015/0106/c70731-26334854.html> (consulté le 20 janvier 2016).
70. « Junmin lianfang zhushou lanse haijiang » (Militaires et civils défendent et gardent conjointement la frontière maritime), *Zhongguo guangbowang* (Radio Nationale de Chine), 23 mai 2013, http://china.cnr.cn/yaowen/201305/t20130523_512650453.shtml (consulté le 18 janvier 2016).
71. « Luo Baoming: shenru xuexi Xi Jinping tongzhi kaocha Hainan zhongyao jianghua jingshen » (Luo Baoming : étudier profondément l'esprit de l'important discours du camarade Xi Jinping durant son inspection de la province de Hainan), *Renmin ribao* (Le Quotidien du peuple), 30 août 2013.
72. « Xi Jinping: jiaokui guoji luyoudao jianshe xuxie meli Zhongguo Hainan pian » (Xi Jinping : accélérer la construction d'une île touristique internationale, composer la belle mélodie de Hainan), *Xinhua.net*, 10 avril 2013, http://news.xinhuanet.com/politics/2013-04/10/c_115342563.htm (consulté le 18 janvier 2016).
73. « Luo Baoming: shenru xuexi Xi Jinping tongzhi kaocha Hainan zhongyao jianghua jingshen » (Luo Baoming : étudier profondément l'esprit de l'important discours du camarade Xi Jinping durant son inspection de la province de Hainan), *art. cit.*
74. Andrew S. Erickson et Conor Kennedy, « China's Island Builders: The People's War at Sea », *art. cit.*
75. *Zhonghua renmin gongheguo zhongyang renmin zhengfu* (Gouvernement central de la RPC), « Sanshashi juxing haishang mingbinglian shouqi yishi » (La municipalité de Sansha organise une cérémonie de présentation du drapeau à la milice maritime), 23 juillet 2013, www.gov.cn/jrzq/2013-07/23/content_2453699.htm (consulté le 18 janvier 2016).
76. « Sansha zhengquan jianshe dashiji: zujian Sansha haishang mingbinglian » (Chronique de la construction de l'administration de la municipalité de Sansha : l'établissement de la milice maritime), *Hainan ribao* (Le Quotidien de Hainan), 29 juillet 2014.
77. « Nanhai sidao chengli jiceng junshi zuzhi » (Des organisations militaires locales sont établies en mer de Chine du Sud), *Xinbao*, 7 janvier 2015.
78. « Zhongguo jian Nanhai junmin qingbao wang: xiu shushizuo minbing shaosuo liaowangda » (La Chine construit un réseau de surveillance civil et militaire et répare une douzaine de postes de la milice et des tours de guet), *Sina*, 6 July 2015, <http://mil.news.sina.com.cn/2015-07-06/0825834473.html> (consulté le 18 janvier 2016).
79. « Xinxihua mingbing shaosuo luohu Nanhai daoqiao » (Des postes de la milice informatisés sont établis sur les îles et récifs de la mer de Chine du Sud), *Jiefangjun bao* (Journal de l'APL), 30 juillet 2015, www.81.cn/jfjbmap/content/2015-07/30/content_118745.htm (consulté le 19 août 2016).
80. Linda Jakobson, « China's Unpredictable Maritime Security Actors », *op. cit.*

au sein du Parti s'intensifient. Il s'agit là d'un facteur qui pourrait éventuellement affecter la coordination politique entre les différents acteurs maritimes.

Deuxièmement, le rôle de l'APL ressort sur le plan opérationnel. Dans les deux cas d'étude, l'APL apparaît comme un des principaux vecteurs de coordination entre les différents acteurs. En revanche, étant donné le statut renforcé de Xi Jinping et de son style de prise de décision politique, le rôle de l'APL dans le processus de décision politique demeure flou et son influence ne doit donc pas non plus être surestimée.

Troisièmement, la tendance à moyen et long terme est cruciale lorsqu'on analyse le comportement de la Chine. Dans le cas de la plate-forme pétrolière, le projet à court terme d'exploration d'hydrocarbure de la CNOOC, combiné avec les revendications de long terme de souveraineté, a contribué à la création d'un contexte favorable à une politique plus ferme. De même,

la décision stratégique d'établir la ville de Sansha et les efforts des gouvernements locaux pour la matérialiser ont contribué à générer la politique de remblaiement et de construction dont un des objectifs est de renforcer les revendications de souveraineté, non seulement pour satisfaire le nationalisme chinois, mais aussi dans le but de réduire l'influence des États-Unis en mer de Chine du Sud *via* la stratégie du fait accompli.

■ Traduit par Sébastien Colin et Eric Florence.

■ Shinji Yamaguchi est chercheur à l'Institut national pour les études de défense (NIDS : National Institute for Defense Studies), Tokyo. NIDS, 5-1 Ichigayahoncho, Shinjuku-ku, Tokyo 162-8808, Japon (yamaguchi_shi@nids.go.jp).

Article reçu le 2 mars 2016. Accepté le 9 août 2016.